



**HAL**  
open science

## Prologue

Elisabel Larriba, Eduardo González Calleja

► **To cite this version:**

Elisabel Larriba, Eduardo González Calleja. Prologue. Les intellectuels espagnols en temps de crise. XIXe - XXe siècle. Hommage à Paul Aubert, Presses Universitaires de Provence, pp.5-14, 2021, 979-10-320-0343-5. halshs-03420337

**HAL Id: halshs-03420337**

**<https://shs.hal.science/halshs-03420337>**

Submitted on 9 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# LES INTELLECTUELS ESPAGNOLS EN TEMPS DE CRISE xix<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle

Hommage à Paul Aubert

SOUS LA DIRECTION DE  
ELISABEL LARRIBA ET EDUARDO GONZÁLEZ CALLEJA

LE TEMPS DE L'HISTOIRE



collection  
LE TEMPS DE L'HISTOIRE

**Les intellectuels espagnols  
en temps de crise  
XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle**

**Hommage à Paul Aubert**

SOUS LA DIRECTION DE  
**ELISABEL LARRIBA ET EDUARDO GONZÁLEZ CALLEJA**

2021

PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE

AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

29, avenue Robert-Schuman - F - 13621 Aix-en-Provence CEDEX 1

Tél. 33 (0)4 13 55 31 91

pup@univ-amu.fr – Catalogue complet sur [presses-universitaires.univ-amu.fr/editeur/pup](http://presses-universitaires.univ-amu.fr/editeur/pup)

DIFFUSION LIBRAIRIES : AFPU DIFFUSION – DISTRIBUTION SODIS

# Prologue

Elisabel Larriba,  
Aix Marseille Université, CNRS, TELEMMe, Aix-en-Provence, France

Eduardo González Calleja  
Universidad Carlos III de Madrid

Rendre hommage à un collègue nous conduit à nous replonger dans ce qu'a été sa trajectoire, à nous remémorer ses travaux, à raviver parfois des souvenirs communs. Et revenir sur ce qu'a été le parcours de Paul Aubert, nous ramène aussi et tout naturellement à une époque glorieuse de l'hispanisme, porteuse de bien des promesses de part et d'autre des Pyrénées. C'est par exemple se souvenir de l'importance qu'ont eu les « colloques de Pau » fondés en 1970 par Manuel Tuñón de Lara alors que l'Espagne était encore « différente », selon un slogan de l'époque bien connu. Ces rencontres scientifiques qui, sur une décennie, ont brisé les frontières en faisant dialoguer des spécialistes espagnols et français de diverses disciplines (historiens, économistes, politologues, spécialistes de la littérature...) ont contribué à bâtir l'historiographie de l'Espagne contemporaine et de manière plus générale à renouveler l'hispanisme français. Paul Aubert, alors jeune agrégé, dont la carrière universitaire débuta à l'Université de Pau, fut de cette aventure humaine et scientifique qui devait faire histoire et il n'oublia jamais l'importance du legs de Tuñón de Lara à notre communauté. Il revient d'ailleurs avec la rigueur d'analyse qui le caractérise mais aussi avec une certaine émotion sur son étape à Pau dans le témoignage qu'il livra, avec bien d'autres, aux lecteurs du 52<sup>e</sup> numéro du *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* publié en hommage au maître de Pau à l'occasion du centenaire de sa naissance : *Manuel Tuñón de Lara (1915-2015). L'historiographie contemporaine espagnole au xx<sup>e</sup> siècle.*

Arrêtons-nous d'ailleurs un instant sur le *Bulletin...*, sur cette aventure éditoriale de maintenant plus de 35 ans dont les racines sont également à chercher du côté des pays de l'Adour. Au-delà de la qualité unanimement reconnue de ses travaux, l'un des plus grands mérites de Paul Aubert aura été d'avoir créé en 1985 avec Gérard Caussimont, Jean-Michel Desvois, Pierre Malerbe et avec l'appui d'hispanistes aussi renommés que Bartolomé Bennassar et Joseph Perez cette revue qui prit le relais du *Bulletin du Département de Recherches ibériques* de l'Université de Pau et dont le premier numéro fut

publié sous les auspices du GRECO 30 - CNRS et de la Maison des Pays Ibériques avant d'être accueillie en 1997 par Gérard Dufour et Bernard Cousin à l'Université de Provence, aujourd'hui Aix-Marseille Université. Grâce à sa persévérance, son obstination à surmonter les obstacles de toutes sortes que l'on rencontre dans ce genre d'entreprise, il aura réussi à faire des quelques feuilles de ce qu'il est convenu d'appeler la « littérature grise » qu'était le *Bulletin*... à ses débuts, une revue de belle facture, connue et reconnue des deux côtés des Pyrénées et même bien au-delà. S'il est parvenu à ce résultat, c'est parce que Paul Aubert a su jouer parfaitement son rôle de rédacteur en chef. D'abord, en fixant de façon pertinente l'orientation de son *Bulletin* dont il ne se contenta pas de faire un *cajón de sastre* accueillant indistinctement tout type de travaux, mais qu'il érigea à la fois en instrument d'information sur la production scientifique récente (avec les comptes rendus des thèses récemment soutenues et des ouvrages parus) et en outil de diffusion du savoir, notamment par la publication de dossiers thématiques dont la plupart sont devenus des références obligées pour tout chercheur. Pour cela, il fallait être parfaitement au courant des problématiques abordées, dans tous les domaines, par l'historiographie française et espagnole, ce qui fut le cas pour Paul Aubert grâce à la grande culture et aux immenses capacités de lecture, d'analyse et de synthèse dont témoignent notamment ses présentations des travaux réunis dans sa revue. Mais il fallait aussi trouver les chercheurs les plus pertinents et les convaincre de collaborer à l'entreprise. La richesse de son parcours, marqué par la rencontre de tous ceux qui ont compté, lui a permis de se doter d'un carnet d'adresses particulièrement enviable et qui a fait merveille. Les quelque dix années qu'il a passées à la Casa de Velázquez, d'abord en tant que membre de la Section Scientifique (1987-1990), puis en tant que Directeur des Études pour les époques moderne et contemporaine (1991-1997), ne sont certainement pas étrangères à l'affaire. Cette expérience de la gestion (plutôt que de l'administration) de la recherche fut unanimement reconnue. Directeurs de revues ou de collections d'ouvrages d'histoire firent appel à ses capacités en matière d'expertise scientifique et, dans ce rôle ingrat car longtemps ignoré, il joua là aussi un rôle non négligeable dans l'amélioration de la qualité des publications qui virent le jour ces dernières décennies. Son talent en la matière fut d'ailleurs reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie qui en fit l'un de ses conseillers en le nommant Directeur scientifique adjoint pour les Sciences humaines à la Direction de la Recherche (1999-2000).

Paul Aubert c'est aussi une histoire aixoise, en plusieurs temps. Avec tout d'abord celui du jeune étudiant qui la même année obtint la maîtrise en espagnol et sortit diplômé de l'Institut d'Études Politiques. Et vingt ans après – peu ou prou –, celui de l'enseignant chercheur qui revient à Aix-en-Provence pour y intégrer en qualité de maître de conférences (1989) le Département d'Études hispaniques de l'Université de Provence et accéder au grade de

Professeur des Universités dès 1996. Au sein de l'UMR TELEMMe, dont la fondation deux ans plus tôt par Gérard Chastagnaret devait contribuer à un profond renouvellement des études sur l'espace méditerranéen, Paul Aubert a dirigé plusieurs programmes de recherches. Tout d'abord avec Gérard Chastagnaret sur *Les élites dans l'Europe méridionale : cultures et pratiques du xvii<sup>e</sup> siècle à nos jours* (1999-2003), puis en collaboration avec Christine Peyrard sur *Pouvoirs et société en Europe méridionale du Moyen Âge à nos jours* (2004-2007), *Culture politique et opinion publique en Europe méridionale (des Lumières à nos jours)* (2008-2011) ou bien encore *Les espaces du politique. xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> s.* (2012-2016). Cette recherche collective qu'il a animée a été marquée par le souci de la pluridisciplinarité et du comparatisme qui sont la marque de fabrique de l'UMR TELEMMe. Elle s'est inscrite dans le champ de l'histoire politique, économique, sociale et culturelle, dans un espace qui est celui des pays de l'arc européen où il a eu à cœur, avec les autres hispanistes (terme que nous employons au sens large du terme) du laboratoire, de replacer l'Espagne.

Les travaux personnels de Paul Aubert, dont nous avons voulu rappeler la richesse et la diversité en incluant dans cet ouvrage la liste (non exhaustive) de ses publications, sont bien évidemment centrés sur l'Espagne même si son intérêt pour les transferts culturels l'a conduit progressivement à élargir le cadre géographique de ses propres recherches. Mais il est une thématique à laquelle il s'est intéressé très tôt, qui est restée au cœur de son œuvre et qui l'occupe aujourd'hui encore : celle des intellectuels espagnols. Sa thèse d'État, si nous remontons quelque peu le temps, a porté sur *Les intellectuels espagnols et la politique dans le premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle*. Ce champ de l'intelligentsia espagnole il l'a abordé sous tous ses angles (politique, idéologique, sociologique, culturel...), en déplaçant le curseur chronologique (tantôt en amont, tantôt en aval), en le replaçant dans le contexte historique espagnol et dans le cadre européen. Il s'est attaché à étudier l'identité et le rôle des intellectuels, les conditions de leur action, leurs moyens d'expression et d'action, à analyser leur lien au politique, à reconstituer et à passer au crible leur trajectoire. Au fil de ses travaux c'est Unamuno, Azorín, Ortega, Azaña, Machado, Marañón et bien d'autres que l'on croise et c'est une radiographie de l'Espagne qui fut ou ne put être, pour reprendre le titre de l'un de ses derniers ouvrages, qu'il nous livre.

Aussi nous n'avons pas beaucoup hésité à l'heure de choisir le thème sur lequel allait porter le recueil d'études que nous souhaitions offrir à Paul Aubert en témoignage de reconnaissance et d'affection. La question des intellectuels s'est imposée d'elle-même, tout comme la nécessité de centrer nos réflexions sur leur rôle, leurs actions ou leurs réactions en temps de crise. Ses travaux individuels ou collectifs (*Temps de crise et années folles. Les années 20 en Espagne, Crise espagnole et renouveau idéologique et culturel en Méditerranée...*) nous y invitaient, tout comme, malheureusement, cette crise sanitaire et plurielle sans précédent que nous subissons tous actuellement et qui bouleverse nos vies.

Le plus difficile aura sans doute été de constituer la société (comme on disait au XIX<sup>e</sup> siècle) de collègues et d'amis spécialistes de l'Espagne contemporaine qui ont apporté leur contribution à cet ouvrage. La carrière de Paul Aubert a été riche en rencontres et en collaborations ce qui n'a pas facilité la tâche des coordinateurs de cet ouvrage, contraints à restreindre la liste des participants à cet hommage. Nous avons ainsi fait le choix de constituer un collectif franco-espagnol réunissant exclusivement des membres de l'équipe de rédaction du *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, des Telemmistes spécialistes de l'Espagne et des collègues dont il a dirigé les travaux (thèse ou habilitation à diriger des recherches). Aujourd'hui, Paul Aubert est à la retraite. C'est-à-dire, qu'il peut se consacrer pleinement et sans contraintes à la recherche et à la rédaction de livres et d'articles, si ce n'est celles imposées par la pandémie de Covid 19 qui s'est abattue sur nous et le privent de participer aux nombreux colloques auxquels, comme toujours, il était invité, en France, en Espagne et à l'étranger (puisque, pour un hispaniste français, il n'y a pas de Pyrénées). Puissent les articles que nous lui offrons nourrir sa réflexion, toujours aussi fructueuse.

La première partie de cet hommage retrace diverses expériences de l'exil libéral face au despotisme de Ferdinand VII, en particulier pendant la l'Inominieuse Décennie. Il s'agit, en l'occurrence, de personnages expulsés d'Espagne, qui se situent aux confins de la loyauté politique, institutionnelle et idéologique.

Elisabel Larriba analyse les tensions existant en 1817 en France entre royalistes modérés et « ultra » au sujet du sort qu'il convenait de réserver aux émigrés espagnols bonapartistes. Un des grands animateurs de ce débat fut Jean-Baptiste Esménard, redoutable polémiste dont la trajectoire vitale fut particulièrement agitée puisque, ayant fui la Grande Révolution, il servit Charles IV en tant qu'officier, participa comme tel à la Guerre contre la Convention, se rallia en 1808 à Napoléon dont il encourut la disgrâce au début de 1812, puis collabora avec Louis XVIII. Ce pionnier de l'hispanisme français qui traduisit en 1836 les *Mémoires* de Manuel Godoy, fut doublement exilé et un bon représentant des identités hybrides et contradictoires typiques de l'époque, dans la mesure où les monarchistes français dénoncèrent en lui une fidélité politique des plus volatiles et les patriotes espagnols ne virent en lui qu'un « Français *afrancesado* ». Un personnage excentrique et fascinant dont la biographie reste à faire.

Gérard Dufour retrace également les dernières années d'activité de l'intellectuel *afrancesado* Leandro Fernández de Moratín, en proie à un conflit identitaire. Son retour en Espagne après la révolution de 1820 fut marqué du sceau de la prudence : il resta dans l'expectative à Bologne jusqu'à ce que le nouveau gouvernement proclame l'amnistie en faveur des « fameux traîtres » (selon l'expression de Fr. Manuel Martínez) le 20 septembre 1820, et ne retourna pas alors à Madrid, mais s'installa à Barcelone qu'il considéra comme un lieu



plus propice à préserver le précaire équilibre politique et affectif qui était le sien. Il continua à connaître le succès comme auteur dramatique et traducteur, mais l'épidémie de fièvre jaune qui ravagea la capitale catalane en août 1821 le poussa à abandonner définitivement l'Espagne et à fixer sa résidence à Bordeaux, où, en tant que libéral modéré, il se tint à l'écart du terrible affrontement entre serviles et exaltés. Il s'occupa surtout de préserver son propre patrimoine littéraire ainsi que celui de son père, et fut appuyé en cela par Esménard. Son expérience crépusculaire, entre la désillusion idéologique et une juste mesure forcée, en firent un des précurseurs du mythe politique de la « troisième Espagne ».

Le portrait biographique qu'Emilio La Parra fait du libéral exalté Félix Mejía – rédacteur du journal satirique révolutionnaire *El Zurriago* pendant le *Trienio Liberal*, et critique impitoyable de Ferdinand VII même de son vivant – montre une attitude diamétralement opposée à celle de Moratín au moment d'affronter l'épreuve de l'exil. Ayant fui aux Canaries en juillet 1823, il put passer à Philadelphie, qui était alors un centre bonapartiste notoire où résidait l'ex-roi Joseph et d'où la franc-maçonnerie diffusait le message révolutionnaire à l'égard des colonies d'Amérique. Libéral radical penchant vers le républicanisme, au delà du récit anecdotique de sa *Vie de Ferdinand VII* et du ton satirique qu'il donna à ses *Portraits politiques de la Révolution d'Espagne*, Mejía voulut élaborer un corpus doctrinal cohérent contre la culture monarchique dominante en Espagne. Dans ses dénonciations au ton cicéronien, il exposa que la tyrannie de Ferdinand VII, fondée sur l'arbitraire et la répression, avait délégitimé le principe monarchique, aussi bien sous sa forme traditionnelle (monarchie absolue) que moderne (monarchie constitutionnelle). La conclusion était sans appel : le trône était techniquement vacant, et la légitimité dynastique devait être remplacée par la souveraineté nationale. Cependant, Mejía s'abstint de développer une proposition politique revendiquant la république comme forme de gouvernement et se limita à exalter les valeurs universelles (liberté, souveraineté nationale, défense de la loi, participation politique du citoyen...) qui coïncident en partie avec les principes de la démocratie rurale de Jefferson.

Passant à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Gérard Chastagnaret présente au lecteur l'essai initial d'une biographie récemment publiée par l'Instituto Geológico y Minero de España sur l'ingénieur des mines Federico Botella y de Hornos, un autre enfant de l'exil qui suivit la fin tumultueuse du *Trienio Liberal*. Marqué à jamais par l'expérience parisienne de son enfance, il rentra en Espagne en 1845 et connut pendant ses études à l'École des Mines de Madrid, puis comme fonctionnaire dans ce domaine, de perpétuels conflits avec ses collègues et ses supérieurs qui s'inscrivent dans les luttes corporatives, administratives et entrepreneuriales de l'âge d'or des mines espagnoles. Ce fonctionnaire intègre, doté d'un sens profond de l'intérêt général confondu avec celui de l'État, s'opposa dans un rapport de 1866 à la privatisation des

mines de 1855, présida en 1877 la commission de recherche sur les aspects nocifs pour l'agriculture et la santé publique de la combustion de la pyrite à Riotinto, et, à partir de 1887, en tant que directeur de la Commission exécutive des Statistiques minières, il lutta de toutes ses forces contre la fraude fiscale découlant de la déclaration de la valeur de la production. Polémiste infatigable, il eut également le temps et l'occasion de s'affronter en 1882 à son collègue Lucas Mallada sur les vraies possibilités qu'offraient les ressources naturelles de l'Espagne. Héritier du libéralisme le plus exalté, mais précurseur du conservatisme technocratique au service du pays, Botella servit les intérêts de l'État en construction en marge des tendances politiques successives.

Dans son ample contribution, Almudena Delgado Larios analyse en détail deux cas de collectifs intellectuels apparus dans la phase intermédiaire du règne d'Isabelle II : les entreprises journalistiques de la *Revista Española de Ambos Mundos* et *La América* (qui fit l'objet d'une étude monographique de Leoncio López-Ocón en 1987), fondées respectivement en 1853 et 1857. L'auteure replace l'apparition de ces deux publications parmi les événements nationaux et internationaux immédiatement postérieurs à 1848, quand le péril révolutionnaire à l'échelle européenne fut conjuré par l'arrivée au pouvoir de Louis Napoléon. Sa volonté de dynamiter le système d'équilibre du continent établi lors du Congrès de Vienne en 1815 préoccupa grandement quelques libéraux espagnols, qui firent appel au souvenir des années 1836-1837 pour établir la nécessité d'arriver à un nouveau consensus politique en matière de politique aussi bien intérieure qu'extérieure. Ces deux publications peuvent être interprétées comme des stratégies intellectuelles convergentes pour surmonter la crise politique et institutionnelle chronique qui régnait en Espagne en resserrant les liens avec l'Amérique indépendante. Orientées aussi bien contre l'hégémonie française qui aspirait à imposer leur leadership et leur protectorat aux nations latines, que contre la menace d'absorption anglo-saxonne – la défaite du Mexique contre les États-Unis en 1848 continuait d'être fort présente dans les esprits – ces revues furent la manifestation d'un projet hispano-américain en herbe. Elles servirent d'espace de dialogue intellectuel et politique non seulement entre l'Espagne et l'Amérique latine, mais aussi entre intellectuels et hommes politiques espagnols de diverses tendances, qui essayèrent de créer un modèle institutionnel fondé sur la défense d'un régime libéral modéré face à la tyrannie et à l'anarchie. Et l'on peut y voir une volonté de conciliation qui annonce le programme politique de l'Union Libérale.

Avec le xx<sup>e</sup> siècle, le deuxième grand bloc de contributions examine trois modes distincts d'engagements politiques d'intellectuels de la périphérie pendant la crise de la Restauration. Jordi Casassas constate l'adhésion du majorquin Miquel dels Sants Oliver au régénérationisme de la fin du siècle en tant qu'épisode concret du processus cyclique de réponses culturelles aux crises récurrentes que connut l'Espagne, comme l'arbitrisme au xvii<sup>e</sup> siècle. Déjà dans les années 1870, Oliver critiquait la stérilité et l'inconsistance de la

culture partisane dont était empreint un pays qui souffrait d'un faible niveau de civilisation. De son point de vue, « le problème de l'Espagne » consistait dans son inadaptation politique, sociale et culturelle à la « vie contemporaine » qu'il identifiait avec la démocratie. Sa production historiographique post-historiciste et sujette à des généralisations psychologiques portant sur des aspects ethnographiques et géographiques, fut le reflet de sa vision pessimiste de la marche de l'histoire de sa patrie, quoiqu'il considérât l'Espagne périphérique (et tout particulièrement l'espace culturel catalan) comme une aire de fertilité délimitée par des idéaux politiques différentiels.

José Luis de la Granja nous introduit dans la vie et l'œuvre de l'écrivain Francisco de Ulacia, un des pionniers du roman nationaliste basque et représentant du nationalisme libéral et républicain des *euskalerriacos*, tendance modérée qui se confronta à l'intégrisme religieux qui régnait parmi les partisans de Sabino Arana au sein d'un PNV récemment fondé. Admirateur du catalanisme de la Lliga en tant que modèle d'organisation politique légaliste sans lien avec le « nationalisme religieux » du PNV, Ulacia fut, au début des années 1910, l'un des agents les plus actifs d'un nationalisme basque de gauche, fédéraliste, aconfessionnel et ouvert à la collaboration avec les républicains et les socialistes. De son point de vue, le nationalisme politique devait être accompagné d'un « nationalisme littéraire » capable d'agir comme réulsif et marque identitaire de l'ensemble du mouvement. Revendiquant un double patriotisme, basque et espagnol fédéral, au début des années 30, Ulacia soutint la politique réformatrice des gouvernements d'Azaña, rejeta le Statut dit « de máximos » d'Estella et, avant de mourir au printemps de 1936, favorisa la conciliation entre Prieto et ANV qui rendit possible la reprise du processus d'élaboration des statuts. Les thèmes essentiels de ses longs romans sont la politique et l'amour non partagé, qui symbolise la confiscation des libertés d'Euskadi par l'État centraliste au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Œuvres à thèses saturées d'idéologie, ses récits furent assez froidement accueillis par la presse et le public à une époque où le réalisme *costumbrista* avait cessé d'être à la mode.

Eduardo González Calleja étudie un épisode concret, mais politiquement significatif, de la vie de Miguel de Unamuno ; un intellectuel de la même génération que Oliver ou Ulacia, né également à la périphérie et exemple particulièrement marquant de la tension entre tradition et modernité à laquelle furent soumis les penseurs qui eurent à affronter la crise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ses relations tendues avec la monarchie d'Alphonse XIII, à partir de sa destitution comme recteur de l'université de Salamanque à l'été 1914, ainsi que la situation dans laquelle il se trouva, de son confinement sur ordre du gouvernement à Fuerteventura en mars 1924 à son tumultueux retour de France en février-mars 1930, peuvent être interprétés comme une actualisation du combat mené depuis un siècle entre la liberté et le despotisme bourbonien. A Paris, Unamuno devint l'une des figures romantiques typiques des exilés politiques européens (avec l'italien antifasciste ou le portugais antidictatorial)

si prisées dans les soirées de la bonne société qui défendait ardemment les droits de l'homme. Mais son activité d'opposant ne se borna pas à donner des conférences, fréquenter des cercles comme celui du café de la Rotonde, appuyer de son nom quelques conspirations contre Primo de Rivera (comme l'incursion anarchiste à Vera de Bidasoa en novembre 1924, la « Sanjuanada » en juin 1926 ou la tentative de coup d'État de José Sánchez Guerra à Valence en janvier 1929), ou à lancer depuis Hendaye à partir d'avril 1927 sa propre opération de subversion : la publication de *Hojas Libres*. Son combat intellectuel contre le premier régime despotique que connut l'Espagne du xx<sup>e</sup> siècle tout comme les relations tendues qu'il eut avec l'élite dirigeante républicaine, puis sa désillusion face au régime en place sont autant d'exemples de l'engagement puis de la frustration que ressentit une grande partie des intellectuels libéraux espagnols face au tumultueux processus démocratique républicain.

Le troisième et dernier bloc de contributions aborde trois cas d'exil intérieur et extérieur pendant la dictature franquiste et la transition démocratique. L'article de Julie Fintzel examine la trajectoire littéraire de Max Aub de l'esthétisme de sa « tour d'ivoire » lié aux avant-gardes à la fin des années 20 à l'engagement politique contracté au milieu de la période républicaine suite à un voyage en URSS et ses commentaires sur la politique culturelle républicaine. Le déclenchement de la Guerre Civile accéléra le processus d'implication politique de Max Aub, 25 ans après son arrivée dans son pays d'adoption qu'il servit de décembre 1936 à juillet 1937 en tant qu'attaché culturel de l'ambassade d'Espagne à Paris, aux côtés de son coreligionnaire Luis Araquistáin. L'exil de 1939 constitua un retour paradoxal à sa terre natale, où il abandonna définitivement une littérature déshumanisée pour une autre, centrée sur l'histoire la plus récente de l'Espagne avec le début de son cycle de romans *El laberinto mágico*. Installé définitivement à México à partir de 1942, la Guerre Civile non seulement occupa une place primordiale dans son oeuvre littéraire, mais conditionna ses fréquentes prises de position politiques, dans la ligne de Negrin au sein du PSOE, mais en exprimant toujours sa réprobation des manœuvres de la basse politique partisane et sa revendication des fondements de la liberté intellectuelle.

Vanina Filippi étudie les entreprises intellectuelles animées par l'écrivain phalangiste Dionisio Ridruejo entre 1940 et 1956 irrémédiablement vouées à l'échec dans le cadre de la condition autonome du penseur dans le contexte anti-intellectuel et répressif du premier franquisme. Ridruejo fut l'un des premiers auteurs à revendiquer le rôle de l'intellectuel au service de la « vérité » phalangiste mais les désillusions et frustrations successives le menèrent de l'exil intérieur dans les années 40 au réformisme, au début des années 50, à une dissidence affichée à partir de 1956 et à l'opposition de caractère socio-démocrate dans les années 60. Le phalangisme crypto-libéral dont se revendiqua Ridruejo dans l'après-guerre civile essaya d'élaborer un discours parallèle et indépendant du pouvoir politique – lié à la mythologie

de la « révolution à venir » – incompatible avec le rôle du parti comme seul détenteur de ce pouvoir. Toutefois Ridruejo défendit le projet toujours frustré de recomposition de l'espace intellectuel espagnol par l'intégration des diverses traditions (y compris le libéralisme républicain, pour lequel il tenta de réhabiliter l'héritage laissé par Machado ou Ortega y Gasset) au profit du projet unitariste de la Phalange. Cette volonté d'intégration lui valut des affrontements de plus en plus sérieux avec les responsables de l'orthodoxie franquiste installés dans les organismes de la politique culturelle officielle à partir de la publication de *l'Escorial* en 1940 ou de la *Revista. Semanario de Actualidades, Arte y Letras* en 1952. Les nationaux-catholiques réactionnaires réunis autour de revues comme *Arbor* (du CSIC), qui assimilèrent cette compréhension empathique de l'adversaire idéologique avec une véritable reddition, et créèrent à cet effet le terme infâmant de « berenguerismo », se montrèrent particulièrement hostiles à sa position.

La dernière contribution à cet hommage à Paul Aubert nous parle également de frustrations. Eve Fourmont Giustiniani y examine les contradictions et les limites de la réintégration de l'expérience intellectuelle de l'exil républicain dans la culture politique espagnole pendant la période de transition qui eut lieu entre les années 65 et 80 du xx<sup>e</sup> siècle, en prêtant tout particulièrement attention à l'utilisation de ce retour par les gouvernements, partis, intellectuels et médias. Aux questions fondamentales : comment furent accueillis les exilés républicains et au service de quels projets politiques furent-ils employés, Fourmont Giustiniani répond que la stratégie dominante des pouvoirs publics fut de cacher leur aspect symbolique sur l'autel de la réconciliation nationale. On élabora ainsi un récit canonique du retour sans volonté de revanche des personnalités de l'exil dont des libéraux comme Francisco Ayala et Claudio Sánchez Albornoz occupèrent une position privilégiée et exemplaire. Mais en même temps que se produisait ce processus de récupération sélective de l'héritage culturel de l'exil, on mena une politique de neutralisation et de silence (censure) afin de désactiver le militantisme pro-républicain des revenants de la diaspora de 1936. Les gouvernements d'Arias et de Suárez déployèrent leur stratégie dans deux directions complémentaires : d'une part, ils bannirent le républicanisme historique du jeu politique, d'autre part, ils récupérèrent progressivement et sélectivement l'héritage intellectuel de l'exil comme un ingrédient important de la campagne de normalisation et patrimonialisation culturelle du régime démocratique naissant. Un projet réformiste qui resta inextricablement lié à la monarchie, dont la solide position institutionnelle rendit impossible tout projet d'alternative républicaine, que l'on présenta aux citoyens comme un simple souvenir déconnecté des préoccupations du temps présent, un temps mort de l'Histoire.

Avec cette contribution, aux conclusions nullement complaisantes à l'égard des politiques mémorielles de l'actuel régime démocratique, s'achève cette œuvre collective, dont le fil conducteur le plus évident est de relier les

attitudes et les stratégies politiques et culturelles des intellectuels espagnols aux transitions opérées pendant le siècle et demi qui va de la seconde restauration de Ferdinand VII en 1823 à la restauration des Bourbons en 1975. Une longue période, au cours de laquelle le phénomène de l'exil comme révélateur et séquelle des crises qui ont jalonné la construction conflictuelle de l'État moderne de la nation espagnole a mérité – et continuera assurément à mériter- une attention toute particulière.

# Table des matières

Elisabel Larriba, Eduardo González Calleja Prologue	5
Liste des principales publications du professeur Paul Aubert	15
Elisabel Larriba La solidarité de Jean-Baptiste Esménard avec les <i>afrancesados</i> dans l'affaire Clausel de Coussergues (1817)	27
Gérard Dufour Le libéral malgré lui Leandro Fernández de Moratín pendant la seconde Révolution d'Espagne (1820-1823)	47
Emilio La Parra Félix Mejía, crítico radical de la monarquía a comienzos del siglo XIX	73
Gérard Chastagnaret L'État et la vérité avant tout Federico Botella y de Hornos, ingénieur des mines	87
Almudena Delgado Larios Crisis política y diálogo intelectual « hispánico » (1853-1854)	105
Jordi Casassas Ymbert La persistencia del regeneracionismo Notas acerca del caso de Miquel dels Sants Oliver (1864-1920)	153
José Luis de la Granja Sainz El escritor Francisco de Ulacia (1864-1936) Padre de la novela nacionalista vasca y precursor del nacionalismo de izquierda en Euskadi	167
Eduardo González Calleja Miguel de Unamuno, entre la conspiración y la denuncia antidictatorial (1924-1931)	189

Julie Fintzel

Max Aub, de la « tour d'ivoire » à la « vraie vie »  
Les intellectuels, la morale et la politique

209

Vanina Filippi

Le combat pour l'intelligence  
d'un intellectuel phalangiste sous le franquisme  
Dionisio Ridruejo, 1940-1956

245

Eve Fourmont Giustiniani

Usages publics de la figure des intellectuels exilés  
dans l'Espagne de la Transition démocratique

277

Index onomastique

313





# LES INTELLECTUELS ESPAGNOLS EN TEMPS DE CRISE XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLE HOMMAGE À PAUL AUBERT

## LE TEMPS DE L'HISTOIRE

apporte  
un éclairage  
scientifique  
sur tous  
les passés,  
priviliégiant  
la longue durée,  
en territoire  
méditerranéen et  
au-delà.

Dans le droit fil des travaux du professeur Paul Aubert, à qui il est offert en hommage, cet ouvrage traite des intellectuels en temps de crise dans l'Espagne à l'époque contemporaine, de leur attitude, leur rôle et leur fonction. Écrites en leur langue maternelle par des universitaires français et espagnols liés au professeur Aubert pour avoir préparé leur thèse ou leur habilitation à diriger des recherches sous sa direction, avoir régulièrement collaboré au prestigieux *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne* qu'il fonda en 1985 et qu'il continue de diriger, ou encore qui furent ses collègues à l'UMR TELEMMe (Aix-Marseille Université, CNRS), les différentes contributions qui le composent embrassent les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, du second règne de Ferdinand VII à la Transition de la dictature franquiste à la démocratie. Réalisées à partir de recherches originales par des spécialistes reconnus, elles renouvellent nos connaissances non seulement sur les personnages étudiés, mais aussi sur l'histoire générale de cette Espagne qui, depuis la fin de l'Ancien Régime n'a cessé d'affronter des crises majeures et souvent dramatiques.

### Couverture

Caricature de la Première République: "¿Señor maestro, ojo con esos nenes!", La Flaca, n° 72, 9 juillet 1873. Hemeroteca Municipal de Madrid, Espagne. Ref: 421/3.

*Elisabel Larriba, professeur à l'université Aix-Marseille, membre honoraire de l'Institut Universitaire de France, est spécialiste de la presse espagnole. Elle codirige la revue El Argonauta español et anime au sein de l'UMR TELEMMe un groupe de recherche sur S'informer et informer en temps de crise en Europe méridionale.*

*Eduardo González Calleja, professeur à l'université Carlos III de Madrid, est spécialiste en théorie et histoire de la violence politique à l'époque contemporaine. Ses ouvrages les plus récents son Asalto al poder, Madrid, 2017, Guerras no ortodoxas, Madrid, 2018 et Política y violencia en la España contemporánea, vol. 1, Madrid, 2019.*